



TERRE ET MER

DANS VOTRE PROPRE JARDIN

PAGE 2

DE BURGEO À BONAVISTA

PAGES 6 & 7

DANS UNE HISTOIRE MI'KMAW

PAGES 11



Photo: David Beauchamp (Archives *Le Gaboteur*)



CONNECTÉS SUR VOTRE RÉALITÉ.

ICI PREMIÈRE VOTRE RADIO EN DIRECT SUR



gaboteur.ca

AGRICULTURE

JESSICA TUCKER - IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR - ATL

Zones de rusticité des plantes en évolution

Chaque printemps, en préparant leurs jardins, les jardiniers du Canada se fient à la carte des zones de rusticité des plantes. La plus récente mise à jour des zones, publiée en printemps dernier, fait le bilan des 30 dernières années et présente un climat canadien qui s'échauffe quasiment partout, hormis une petite région de l'île de Terre-Neuve.

À Flatrock, David Goodyear gère une propriété où il élabore un système de permaculture depuis 2018. Cette forme d'agriculture priorise un développement cyclique et durable, dans le but d'obtenir une certaine autonomie, surtout alimentaire. «Bien qu'une période relativement courte s'est écoulée depuis 2018, la saison estivale a considérablement changé», témoigne-t-il.

L'agriculteur explique qu'il peut aujourd'hui semer des graines en mi-avril, en raison de l'adoucissement du printemps. L'extension de la saison de croissance lui permet de plus grandes récoltes, mais les changements climatiques sont aussi parfois imprévisibles. Si l'*Almanach du vieux fermier* avait prévu la date du dernier gel à St. John's pour le 11 juin cette année, un avis de gel le 27 juin, deux semaines après, lui a presque coûté sa récolte de courges.

«Malgré la météo ensoleillée, les variations ont été drastiques», dit monsieur Goodyear.

Todd Boland, horticulteur au jardin botanique de l'Université Memorial, détient une carrière en horticulture qui couvre quatre décennies. Il corrobore surtout la réalité des changements climatiques

à Terre-Neuve-et-Labrador et en est d'accord avec les expériences de David Goodyear. «Pour ce qui est de St. John's, nos étés deviennent plus secs et plus chauds», dit-il. «Les hivers, la couverture de neige est plus mince et les températures sont plus tempérées.»

Contrairement à ces perspectives locales, les données de la plus récente mise à jour des zones de rusticité au Canada, quant à elles, constatent que l'île de Terre-Neuve ne s'échauffe pas aussi vite que le reste du pays.

Collecte de données

Pour toute personne espérant cultiver un jardin au Canada, les zones de rusticité des plantes sont une ressource indispensable. Les zones de rusticité des plantes servent à identifier, grâce à l'analyse de plusieurs données météorologiques, quelles espèces de flore s'épanouissent dans quelles régions du pays. Mais la portée des données dépasse la limite de son arrière-cour. Dan McKenney et John Pedlar, chercheurs scientifiques au Centre de foresterie des Grands Lacs en Ontario à la tête de la mise à jour de la carte des zones de rusticité des plantes, expliquent que les données recueillies permettent aux lecteurs

de comprendre également le climat des régions sauvages du pays.

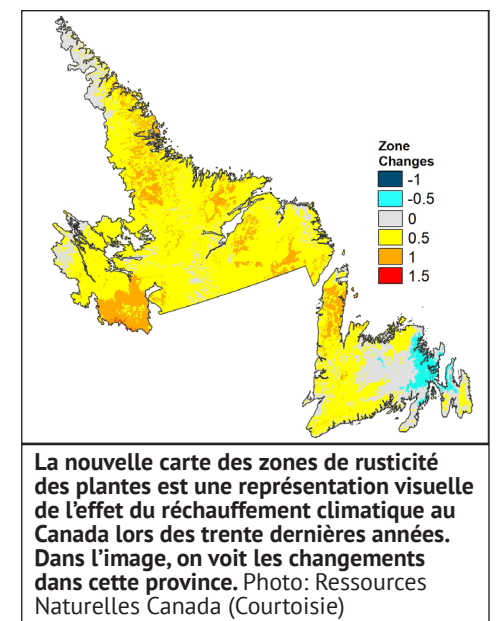
Les zones commencent avec le 0a, dans l'extrémité nord du pays, et poursuivent vers le sud jusqu'à la zone 9a. Une augmentation de la zone de rusticité des plantes d'une région nécessite plusieurs adaptations au sein des agriculteurs, dont certaines plus positives que d'autres.

Le gouvernement a élaboré les premiers indices et zones de rusticité des plantes canadiennes dans les années 1960, à partir des informations météorologiques rapportées entre 1930 et 1960. Depuis, tous les trente ans, les données sont mises à jour afin de dresser un portrait fiable non seulement des zones actuelles, mais aussi de leurs tendances au fil du temps. L'analyse se fait en observant sept facteurs météorologiques, tels que le taux de précipitation entre juin et novembre, la température maximale en été et la profondeur de neige maximale.

«La grande partie du processus est la collecte de données», indique John Pedlar, qui, avec Dan McKenney comptent ensemble 50 ans de travail au sein du Centre de foresterie des Grands Lacs.

Les données viennent d'environ 1900 stations météorologiques disséminées à travers le territoire canadien, chacune dotée de sa propre équipe. La canalisation des données vers le Centre de foresterie des Grands Lacs permet leur standardisation, ce qui facilite l'éventuelle mise à jour de la carte. Après avoir jaugé la qualité des données reçues et réglé certains problèmes techniques, les scientifiques les rédigent et les publient dans un article évalué par les pairs.

Suite en page 3



ÉLECTIONS PROVINCIALES

JESSICA TUCKER & CODY BRODERICK - IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR - ATL

Vers un gouvernement transparent

Avec une élection provinciale à l'horizon et des enjeux à la table qui toucheront l'économie et l'éducation pour les prochaines générations, la politologue Amanda Bittner souligne l'importance de la transparence de l'information.

Le 26 août dernier, John Hogan a déclaré que l'entente de Churchill Falls sera le plus grand enjeu de la prochaine élection provinciale, qui aura lieu le 14 octobre prochain.

«Je pense que Churchill Falls est vraiment important, et sera un des enjeux qui vont voir beaucoup de discussion et débat pour l'élection», dit Amanda Bittner, professeure dans la faculté de Sciences politiques de l'Université Memorial. Cependant, l'entente, pour elle, représente une tranche de la plus grande question de confiance dans le gouvernement en général.

Elle n'est pas la seule. Michael Wilson, ancien membre du comité indépendant qui analyse l'accord sur Churchill Falls, a même quitté le comité en mai dernier à cause des soucis d'une compromise de l'indépendance. Il a envoyé au

journal *The Telegram* une lettre de 20 pages qui explique les détails en septembre dernier.

Avec une élection à l'horizon et des enjeux à la table qui toucheront l'économie et l'éducation pour les prochaines générations, Amanda Bittner souligne l'importance de l'information transparente.

«Je pense que beaucoup de personnes dans la province veulent que l'accord Churchill Falls soit super», dit la chercheuse. «C'est comme une solution magique pour tous nos soucis économiques si c'est un bon accord.»

«Mais est-ce que c'est un bon accord?», se demande-t-elle. «On ne sait pas encore. On a besoin des détails.»

Suite en page 4

Ateliers numériques - Automne 2025

50 ans et plus

Bien préparer ses voyages avec son téléphone ✈️

MERCREDI 08 OCTOBRE 2025

DE 10H30 À 12H, HEURE DE TN

EN LIGNE GRATUIT

- Rechercher et réserver un hôtel, vol ou transport en ligne;
- Applications utiles en voyage : cartes, traduction, devises;
- Choisir entre forfait voyage, carte SIM ou eSIM;
- Se connecter à un Wi-Fi public sans risque.

Pour plus d'informations : Aines@fftnl.ca 709-800-6200

Inscrivez-vous : fftnl.ca/aines

Financé en partie par l'Initiative Bien vieillir chez soi du Gouvernement du Canada

Canada

« NOUS RECONNAISSONS LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET DE LA CBDC RESTIGOUCHE POUR L'ACTIVITÉ DANS LE CADRE DE BIEN VIEILLIR CHEZ SOI »

@AinesTNL

INTERNATIONAL

JOHN BABB - IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR - ATL

L'amitié par le patrimoine partagé

Une exposition récemment dévoilée à la mairie de St. John's met en lumière des parallèles historiques entre le Canada et la France. Pour Terre-Neuve-et-Labrador et Saint-Pierre-et-Miquelon, *Fraternel.le.s* souligne la confluence des histoires de ces deux pays.

La soirée du 19 septembre, une réunion intime a rassemblé une vingtaine de résidents de St. John's et de Saint-Pierre-et-Miquelon au foyer principal de la mairie pour le vernissage terre-neuvien de l'exposition *Fraternel.le.s*.

Lors du lancement à la mairie, le président du Conseil territorial a fait une annonce pour redoubler le thème de fraternité entre les deux pays: la création d'une nouvelle association à Terre-Neuve-et-Labrador pour faciliter les relations entre la province et l'archipel.

Voisins et valeurs mises en vedette

Organisée par le gouvernement de Saint-Pierre-et-Miquelon, avec les recherches effectuées par le cabinet du conseil territorial, l'exposition présente une histoire d'amitié entre l'archipel et le Canada sur des placards, de la première arrivée des Français sur ce côté de l'Atlantique, en passant par l'Entente cordiale, jusqu'à présent. On y retrouve aussi

des photos et récits des Canadiens et Français qui ont laissé des impacts sur leurs propres pays et à l'étranger, notamment par exemple, plusieurs qui ont aidé avec les efforts de guerre pendant les deux Guerres mondiales.

À l'exposition, les visiteurs apprennent les histoires, telles que celle de René Autin. Ce Saint-Pierrais d'origine terre-neuvienne s'est joint aux Forces françaises libres pour libérer la France occupée. De plus en vedette était l'histoire d'Almanda Walker-Marchand, la militante féministe qui a lutté pour les droits linguistiques des Franco-Ontariens et qui a mouvementé l'effort de guerre des femmes.

Le président du Conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon, Bernard Briand, souhaite mettre en avant les valeurs partagées entre les Canadiens et les Français, tout comme «la culture, la langue, la francophonie, c'est comme un sujet incroyable et cette langue-là aujourd'hui

a forgé aussi au Canada une culture plurielle».

Quant à Johan Edet, le commissaire de l'exposition, les efforts de guerre parmi les personnes marginalisées lui tiennent surtout au cœur. «Je suis très heureux [...] de pouvoir faire connaître la diversité de ceux qui, côté canadien comme côté français, se sont battus ou se sont engagés pour nos libertés et pour nos droits», dit-il.

«C'est pourquoi nous mettons en valeur des soldats issus des Premières Nations, qui avaient longtemps été oubliés par l'histoire officielle, comme des soldats issus de l'Empire colonial français», explique-t-il. «Une part importante est également faite à l'engagement des femmes, car la guerre et l'engagement ne sont pas qu'une affaire d'hommes.»

Exposition lancée d'abord en mai dernier sur l'archipel, le Conseil territorial s'est occupé ensuite de sa réalisation sur le vieux Rocher. Disponible en anglais à la mairie

jusqu'au 2 octobre, on trouve sa version française au Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents. Le commissaire de l'exposition espère ensuite apporter l'installation à Ottawa pendant les premiers mois de 2026.

Une amitié à travers la baie

Ayant pour but de «travailler sur toutes ces complémentarités-là, sur différents relais patrimonial, culturel, linguistique, très fortement», explique monsieur Briand, la nouvelle association aura pour mission de mieux réunir l'archipel et la province de plusieurs façons.

«Le fait de créer une association ici à Terre-Neuve», explique-t-il le président du Conseil territorial, «permettra à ce moment-là d'avoir un, voire plusieurs interlocuteurs au sein de cette association pour bien identifier des gens qui peuvent être amenés à nous aider à collaborer dans tous les secteurs d'activité, et pourquoi pas dans les affaires aussi.»

Manifestations contre les pêcheurs saint-pierrais

Cette exposition et l'annonce d'une nouvelle association interviennent quelques semaines après qu'un navire de l'archipel ait croisé des manifestants terre-neuviens mécontents sur la péninsule de Burin. Le 8 septembre dernier, le navire *Marcel Angie III* a tenté de décharger une prise de concombres de mer à Grand Bank et à Fortune, mais est retourné à Saint-Pierre-et-Miquelon lorsqu'une centaine de pêcheurs terre-neuviens ont empêché le déchargement.

Les pêcheurs faisant partie des manifestations sont représentés par le syndicat de pêcheurs FFAW-Unifor, qui explique dans un communiqué de presse que le navire de l'archipel tentait de vendre les concombres de mer aux usines de transformation à un prix de 0,50\$ la livre, soit inférieur au prix fixé par le comité consultatif, 0,69\$ la livre. Pour en savoir plus, rendez-vous au gaboteur.ca pour lire l'article complet d'Anaïs Hébrard. (CB)

Suite de la page 2: AGRICULTURE

Les informations prises en compte pour cette dernière mise à jour de la carte viennent des années 1990 à 2020. En ce temps, vers 80% du pays démontre une croissance de rusticité, principalement des augmentations de 0,5 ou 1 zone. Mais, en Colombie-Britannique, on remarque aussi certaines augmentations de 2 zones. Cela se manifeste dans l'attribution d'une toute nouvelle zone à l'extrémité sud-ouest de cette province, dans les environs de la ville de Victoria: la zone 9a. Dans cette zone peuvent pousser certaines espèces d'agrumes et des palmiers. C'est la première fois que cette zone est reconnue au Canada.

«Nous avons tous entendu parler du réchauffement climatique», dit John Pedlar. «Voici une représentation des effets de ce réchauffement.»

Selon la mise à jour, une

grande partie de Terre-Neuve-et-Labrador, surtout le Labrador, a connu une augmentation de sa rusticité, soit de 0,5 à 1 zone. Si la Big Land éprouve une rusticité croissante, certaines régions de l'île de Terre-Neuve montrent une décroissance de rusticité. On a observé une réduction de 0,5 zone dans la région entre Gander et Whitbourne, l'une des seules réductions au pays.

Todd Boland se dit surpris par cette information. «Je n'arrive pas à comprendre pourquoi cette région de l'île serait devenue plus rude», avoue-t-il. L'horticulteur conseille de prendre le résultat avec des pincettes.

Les chercheurs du Centre de foresterie des Grands-Lacs, quant à eux, proposent une théorie possible pour expliquer l'anomalie. John Pedlar raconte que ce serait peut-être lié aux icebergs. Le nombre d'icebergs passant

par les côtes de Terre-Neuve-et-Labrador au printemps a presque doublé durant la période de 1990 à 2020, en comparaison aux chiffres de 1960 à 1990. La route de ces icebergs, la célèbre «allée des icebergs», passe par la région où l'on atteste une décroissance de rusticité. Les scientifiques insistent cependant sur des recherches plus approfondies à ce sujet.

L'effet sur les cultivars locaux

Le paradoxe ne devrait empêcher personne d'expérimenter dans son jardin, conseillent les scientifiques derrière la mise à jour des zones.

Les informations compilées par les stations météorologiques canadiennes présentent les zones de rusticité telles qu'elles sont de base, sans influence humaine. Dan McKenney les appelle des «habitats cli-

matiques». En comparaison, selon lui, les jardins sont les «laboratoires d'essai» en ce qui concerne la rusticité des plantes, car la personne qui gère la propriété est capable de modifier les conditions de croissance de sa culture.

«Les humains peuvent protéger des plantes et modifier leurs habitudes d'arrosage... semer sur le côté sud versus le côté nord de [sa] maison», explique le chercheur. «Vous pouvez beaucoup faire.»

Savoir sa zone de rusticité des plantes permet donc une compréhension de base des espèces qui puissent fleurir dans un jardin, mais cela ne constitue nécessairement pas la limite de ce que vous pouvez pousser.

David Goodyear se fie à sa zone de rusticité des plantes en sélectionnant ses cultures vivaces, mais n'hésite pas à expérimenter.

«Je repousse les limites», dit-il. «J'ai réussi à hiverner des figuiers dans ma serre... malgré des données indiquant que ce ne devrait pas être possible.»

Selon lui, les mises à jour de la carte des zones de rusticité des plantes reflètent l'actualité du climat canadien.

Les chercheurs du Centre de foresterie des Grands-Lacs prévoient encore du réchauffement dans la prochaine édition de la carte, qui serait élaborée à partir des données des années 2020 à 2050.

«Même si nous progressons dans la lutte contre le changement climatique, si nous continuons à brûler des combustibles fossiles, les changements pourraient être plus importants que ceux que nous avons observés dans cette dernière mise à jour», avertit John Pedlar.

CHRONIQUE À TEMPS PERDU

PATRICK RENAUD

Le droit d'habiter

Lors de la rentrée parlementaire à Ottawa, durant la période de questions, le chef de l'opposition Pierre Poilievre a demandé au premier ministre Mark Carney s'il était d'accord avec «la mission de rétablir un Canada où le travail acharné est récompensé avec des logements et de la nourriture abordables»¹. Le premier ministre a répondu qu'il était «tout à fait d'accord avec [c]es sentiments et [c]es objectifs». Une confusion originelle se cache cependant au cœur de ce consensus parlementaire, qui risque de faire en sorte que la crise du logement demeure inextricable.

L'idée mise de l'avant par Poilievre est que le fait de manger et de se loger dépend d'un autre fait, celui qui consiste à travailler de manière acharnée². Nourriture et logement sont ainsi compris comme des objets compensatoires et forment un des termes d'un échange. Le travailleur offre sa force de travail en échange de quoi l'employeur lui offre, sous forme de salaire, les moyens de subvenir à ses besoins élémentaires. Ou plutôt, le travailleur est *forcé*, s'il veut survivre, de vendre sa puissance de travail³ et de se mettre à la disposition d'un employeur quelconque.

Cette idée que les moyens de subsistance sont conditionnels à une mise au travail a une longue histoire; une histoire qu'on peut faire remonter jusqu'aux textes bibliques: «si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus»⁴. Cette idée est aussi au cœur du contrat social qui donne forme à nos sociétés capitalistes de consommation: le travail comme condition et promesse d'une vie digne et bonne.

Vivre au bord du gouffre

On doit cependant reconnaître que cette idée a le goût amer d'une promesse brisée. En effet, selon

l'organisme *Banques alimentaires Canada*, «18% des personnes qui ont recours aux banques alimentaires occupent un emploi» et «plus de 50% des Canadiens ne sont qu'à un chèque de paie d'avoir recours à une banque alimentaire. Un accident, une maladie ou une perte d'emploi peut être tout ce qu'il faut pour les faire basculer dans le gouffre.»⁵ Voilà ce que veut dire vivre au Canada en 2025: vivre une vie précaire, au bord du gouffre.

Or la précarité n'est pas conciliable avec une vie digne. Si précaire se dit de ce qui est «mal assuré», le mot désigne aussi ce qui est «obtenu par la prière», c'est-à-dire par les grâces du hasard ou d'une divinité quelconque. Une vie suspendue aux caprices du hasard est une vie rongée par l'insécurité et l'incertitude; une insécurité qui implique de vivre «sous le poids de la peur ou de la terreur» - souvent muette - et qui rend l'âme malade⁶. Une vie digne est, bien au contraire, reconnue comme valant la peine d'être vécue, cultivée et protégée des diverses insécurités qui peuvent la grever; une vie qui fait l'objet d'un soin⁷.

C'est cette idée qu'exprime le principe qui est au cœur de notre



Image: Maisons sur la colline (1909), de Pablo Picasso

idéal démocratique moderne selon lequel «tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits», incluant les droits⁸ à la sûreté et à la sécurité sociale⁹. Toute personne est ainsi «fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité»¹⁰, incluant le «droit à un logement suffisant»¹¹. Concevoir le logement comme une récompense, comme le font Messieurs Poilievre et Carney, fait violence à ce principe juridique fondamental et au droit au logement qui en découle.

Dans un contexte où des pans entiers

de la population sont précarisés et où le sentiment d'insécurité se généralise¹², le droit inconditionnel à un logement adéquat doit être au cœur de toute réflexion politique sérieuse sur les conditions d'une vie digne dans nos sociétés. En effet, un logement n'est pas un bien quelconque ni simplement l'espace où l'on «réside». Il constitue un espace à partir duquel nous pouvons construire notre rapport à soi-même et au monde afin de l'habiter et d'y participer pleinement.

Suite en page 10

Suite de la page 2: POLITIQUE

De l'économie à l'éducation

«Je crois que le scandale avec [le rapport *Education Accord NL*] est quelque chose que le Parti [libéral] n'avait pas prévu», explique-t-elle.

Publié le 28 août, le nouveau rapport *Education Accord NL* présente une refonte complète du système éducatif à Terre-Neuve-et-Labrador. Élaboré sur une ligne de temps de dix ans, le rapport liste 110 recommandations dans le but de transformer l'éducation de la petite enfance jusqu'au niveau universitaire.

Le 12 septembre dernier, Radio-Canada a dévoilé que certaines sources citées dans le document n'existent même pas, dont un «film» *Schoolyard*

Games de l'Office national du film. Cette «source» se trouve dans un guide de style de l'Université de Victoria, qui prévient les lecteurs que certaines sources trouvées dans le document sont fictives. Ceci est une indice qu'on s'est servi de l'intelligence artificielle, fait remarquer à Radio-Canada Aaron Tucker, professeur adjoint à l'Université Memorial qui se spécialise dans l'histoire de l'IA au Canada.

«S'ils ne feront pas leurs [propres] recherches, pourquoi est-ce qu'ils sont là?», se demande Amanda Bittner face au rapport. «Est-ce qu'on peut avoir confiance dans un processus si problématique? Je crois que la réponse est "non."»

Le 18 février dernier, le Syndicat canadien de la fonction publique, SCLFP-Terre-Neuve-et-

Labrador, s'est retiré du processus de consultation en cours du rapport. Dans un communiqué de presse publié le jour même, la présidente de la branche provinciale du Syndicat, Sherry Hillier, déclare que, malgré les recommandations exprimées de la part du SCLFP, le dernier rapport provisoire, publié en janvier 2025, «indique qu'on se dirige vers un démantèlement intentionnel et organisé de notre système d'éducation public».

Le syndicat des enseignants de Terre-Neuve-et-Labrador (Newfoundland and Labrador Teachers' Association), quant à lui, «cherchera la clarté de la part du gouvernement provincial et s'attend à la transparence absolue» [traduction libre], lit-on dans le communiqué de presse du syndicat publié le 15 septembre dernier.

Le GABOTEUR

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, suite 204
St. John's (TNL) A1C 1G8

1(709)753-9585

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

Canada

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier
Ysabelle Hubert
Navel Sarr
Nancy Boutin

Contact: ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général par intérim et rédacteur
Cody Broderick - redaction@gaboteur.ca

Adjointe à la rédaction
Jessica Tucker - stage@gaboteur.ca

Secrétaire de rédaction
John Babb - info@gaboteur.ca

Mise en page
Mohera-Lily Baird-Georges

Ont collaboré à ce numéro
Patrick Renaud, Yashvi Ramsarran, André Magny, Raymond Cusson, Jeremy Pommier, Éric Cyr (*Le trait d'Union du Nord*), Roland Timothée Mvondo

Andrée Thoms
Lamia Gharbi
Marilaine Landry

Impression: Advocate Printing
Distribution (dernier numéro): 500 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Lignes agates marketing
anne@lignesagates.com

Terre-Neuve-et-Labrador, Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
info@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA Papier + numérique: 35 \$
Numérique (Canada): 25 \$
INTERNATIONAL Numérique: 30 \$
Papier + numérique: 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnez-vous

réseau presse
médias professionnels de l'info locale

FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur projet numérique de l'année

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleur chronique

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article arts et culture
meilleure photographie
meilleur projet spécial imprimé

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2024
pour la qualité éditoriale et graphique
meilleur article arts et culture
meilleure photographie
meilleur projet spécial imprimé

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2025
pour la qualité éditoriale
meilleur article arts et culture
meilleur article communautaire

LE GABOTEUR INC. est membre de du Réseau.Presse. Nous sommes fiers d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

ÉCONOMIE

YASHVI RAMSARRAN - IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR - ATL

Début des travaux à Cap-Saint-Georges

L'Association régionale de la côte ouest (ARCO) bénéficie du financement provincial cette année pour rénover le four à pain français et le centre communautaire Les Terre-Neuviens français (TNF). Les travaux ont commencé la semaine du 22 septembre.

Dans le cadre du programme d'emplois de valorisation communautaire 2025-2026 (Community Enhancement Employment Program), le 8 août dernier, le ministère des Affaires municipales et Mobilisation communautaire a annoncé la distribution de 4,7 millions de dollars pour 151 projets ruraux dans la province.

Sur la péninsule de Port-au-Port, l'Association régionale de la côte ouest (ARCO) a obtenu un financement d'environ 27 000\$ pour rénover le four à pain au parc Boutte du Cap. Le petit bâtiment où les touristes et résidents font la queue pour tartiner leurs petits pains de beurre, de confiture et de mélasse sera également rénové, avec par exemple de nouvelles fenêtres, ainsi que le centre communautaire TNF à Cap-Saint-Georges. Au Centre TNF, les planches seront remplacées par du nouveau bois pour assurer la sécurité du bâtiment et de ses visiteurs.

Les travaux commencent cette semaine et seront achevés avant l'été prochain pour assurer son fonctionnement pendant la saison touristique.

La main-d'œuvre

Ce programme, qui s'adresse aux promoteurs de

projets ruraux, tels que les municipalités, les organismes communautaires ou de développement économique à but non lucratif, les districts de services locaux et les gouvernements communautaires inuits, soutient des initiatives favorisant le tourisme, le développement économique, les infrastructures communautaires et les services de proximité. Il permet également à des personnes vivant en région rurale d'obtenir un emploi temporaire, ce qui peut contribuer à leur admissibilité aux prestations d'assurance-emploi.

Au moment de la rédaction de cet article, Catherine Fenwick, directrice générale de l'ARCO, a souligné que deux sur trois positions ont été remplies. Elle explique que c'est un financement très important, initialement développé pour que les pêcheurs puissent avoir d'emplois en mois d'hiver. Elle félicite le gouvernement provincial pour avoir approuvé les projets plus tôt cette année-ci, permettant aux organismes locaux de commencer le travail un peu plus tôt.

Cependant, l'initiative consiste aussi en des défis en ce qui concerne la main-d'œuvre. «C'est difficile d'avoir des ouvriers avec des compétences requises qui correspondent aussi aux exigences et critères du programme. Nous avons encore à trou-

ver un superviseur charpentier, seul poste vacant restant», dit-elle. Elle espère que le gouvernement va allouer un fonds différent dans l'avenir pour les travailleurs qui ne satisfont pas aux exigences d'assurance-emploi, mais qui sont quand même nécessaires pour le bon fonctionnement des projets.

Avec une population totale de 809 habitants selon le recensement de 2021 de Statistique Canada, Cap-Saint-Georges affiche le plus haut pourcentage de personnes capables de parler français dans la province, soit 27,7%. Le taux de chômage dans la ville était de 22% cette année-là.



Photo: Catherine Fenwick (Archives Le Gaboteur)

ÉDUCATION

ANDRÉ MAGNY - IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR - ATL

Quand Terre-Neuve-et-Labrador fait de l'œil à la Tunisie

Terre-Neuve-et-Labrador cherche à attirer des travailleurs qualifiés francophones, notamment dans le monde de l'éducation et de la santé. Pendant ce temps, la Tunisie fait face à un surplus de diplômés qui peinent à trouver un emploi. Y aurait-il un début d'édile entre les deux?

En tout cas, suffisamment pour que le gouvernement de la province y fasse deux missions cette année, en février dernier et la dernière en juillet, toutes les deux à Tunis, la capitale. David Lapierre, le coordonnateur du Réseau Immigration francophone de Terre-Neuve-et-Labrador lié à la Fédération des Francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) en faisait partie, avec notamment Gabriel Williams, directeur des opérations d'immigration au sein du Bureau de l'immigration et du multiculturalisme, relevant du ministère de l'Emploi, de l'Immigration et de la Croissance.

Pour la FFTNL et le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, le choix de la Tunisie s'explique autant par la langue que par les besoins communs, commente David Lapierre. «Pourquoi la Tunisie? Parce que c'est un pays francophone, enfin bilingue, arabe et français. Les jeunes, eux, parlent de plus en plus anglais aussi.»

Terre-Neuve-et-Labrador cherche à attirer des travailleurs qualifiés, pendant que la Tunisie fait face à un surplus de diplômés qui peinent à trouver un emploi, pour monsieur Lapierre «c'est un win-win, en fait. Pour eux, les Tunisiens, c'est bon, ça

fait de la promotion, ça rapporte de l'argent aussi au pays, puis ça enlève la possibilité de problèmes sociaux, en quelque sorte», sous-entendant ainsi que les cerveaux qui s'exilent ont moins de chance de revendiquer dans leur pays.

Se décrivant comme un observateur des changements et des développements de la vie culturelle et historique tunisienne, cadre auprès du groupe hôtelier ACCOR et ex-président du Club Rotary de la Marsa, en banlieue de Tunis, Kamel Chaieb pousse plus loin la réflexion.

Selon lui, le niveau de l'éducation de base et universitaire tunisien est plus poussé «que dans les autres pays du Maghreb.» En ce qui a trait les domaines scientifiques comme l'informatique, mais également la recherche et le médical, «c'est sans aucun doute la Tunisie qui se place en haut de la pyramide.»

Il ajoute que 10 000 jeunes diplômés, filles et garçons, quittent la Tunisie chaque année. Un chiffre plausible quand on considère que, selon des sources nord-africaines, 6500 jeunes ingénieurs quittent le pays. Pourquoi? «C'est sans doute pour un meilleur avenir, l'attrait du gain et les perspectives d'une vie familiale

future meilleure», poursuit monsieur Chaieb.

Il va jusqu'à ajouter que «c'est un énorme problème pour le pays une telle évacuation de cerveaux.» Pour lui, de voir ces jeunes partir alors que le gouvernement et le pays ont financé leurs études, «c'est un investissement perdu.»

Une réceptivité encourageante

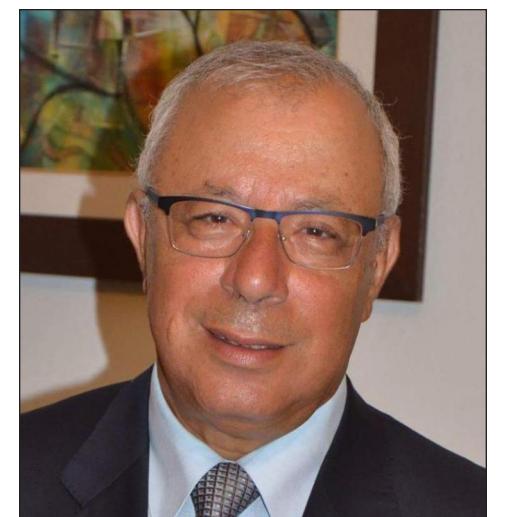
Du côté terre-neuvien, le message qu'a voulu faire passer Gabriel Williams, alors qu'il était interrogé en Tunisie sur les ondes d'Express FM (www.youtube.com/watch?v=FBN-MYgD-5bU), c'est que Terre-Neuve-et-Labrador est la plus sécuritaire des provinces canadiennes où il fait bon vivre avec des opportunités d'emploi «pour des éducateurs bilingues pour la petite enfance et des enseignants de la maternelle à la 12^e année.»

Dès la première mission, la réponse des candidats potentiels a dépassé les attentes d'après David Lapierre: «On a fait deux présentations devant des professionnels de la santé, puis une autre devant des professionnels de la petite enfance. Les deux salles étaient pleines avec peut-être 75 per-

sonnes chacune.»

L'enthousiasme s'est confirmé en juillet, lors de la deuxième mission. Pour David Lapierre, le défi ne viendra pas du manque de volonté des candidats pour immigrer à Terre-Neuve-et-Labrador, mais plutôt de la capacité des instances locales à traiter les dossiers. «Moi, ce que j'ai le plus peur là-dedans, c'est la lenteur de notre côté. Mais en même temps, il y a un besoin.»

Suite en page 11



Diplômé en management, Kamel Chaieb comprend pourquoi une province comme Terre-Neuve-et-Labrador vient faire une mission de démarchage auprès des jeunes diplômés, mais trouve aussi désolant cette fuite des cerveaux hors de son pays.
Photo: Courtoisie

AQUACULTURE

TERRE ET MER: ENVIRONNEMENT ET ÉCONOMIE

Dans cette édition de VOTRE journal, *Le Gaboteur* plonge dans le débat sur l'aquaculture du saumon à la côte sud de l'île et la protection possible de ses eaux. Ailleurs, à Bonavista, un statut de géoparc mondial de UNESCO promet une économie touristique.

L'équilibre économique et environnemental

L'année dernière, l'industrie aquacole de la province, dont la valeur était d'au moins 280 millions \$, a employé à peu près 2500 personnes. Zoom sur la côte sud de l'île, où un appel pour une zone marine protégée menace le gagne-pain des résidents.

JOHN BABB - IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR - ATL

L'aquaculture est une industrie qui a vu le jour il y a presque 8000 ans. À Terre-Neuve-et-Labrador, l'industrie voit le jour vers la fin du 19^e siècle avant de se moderniser au fil des années 1970 et 1980. Quand plus de 30 000 personnes ont perdu leurs emplois lors du moratoire de la morue en 1992, le rôle de l'aquaculture est devenu plus prononcé, explique Cyr Couturier, qui travaillait comme chercheur à l'Institut Marin de l'Université Memorial pendant plus de 30 ans.

«Tout le monde s'inquiétait un peu parce que c'était juste la pêche dans ce temps-là.», raconte-t-il.

Président du Gaboteur Inc., monsieur Couturier est scientifique d'aquaculture. Ayant servi comme directeur général de l'Association de l'industrie aquacole de Terre-Neuve (Newfoundland Aquaculture Industry Association, ou NAIA), le chercheur d'origine québécoise a également travaillé à l'étranger dans le développement rural économique.

Si l'industrie aquacole locale fait face aux défis opérationnels et critiques de surtout les militants écologistes, il y a encore de l'intérêt parmi les secteurs publics et privés à la continuer. Monsieur Couturier précise que l'aquaculture est devenue un des moyens pour développer l'économie et le bien-être social des zones rurales de la province.

Enjeu environnemental

La pollution de l'élevage de poissons est une principale préoccupation pour des groupes écologistes comme la Fédération du saumon atlantique

(FSA), qui, le 10 août dernier, a rassemblé plus de 100 personnes en bateaux à Bay de Loup pour lutter contre l'expansion de l'aquaculture du saumon sur la côte sud de l'île. Le rassemblement a eu lieu un an après que la FSA a partagé des photos en ligne montrant des déchets de l'aquaculture à Hermitage Bay et à L'Anse à Flamme.

Film sorti en juin 2025, le groupe a également coproduit *Rock | Plastic | Salmon* avec Josh et Emily Murphy. Dans ce documentaire, les résidents de la région expriment leurs préoccupations concernant l'industrie aquacole et prennent des mesures en retirant les déchets flottant dans leurs eaux.

Cependant, après des rapports de décharges des déchets aquacoles le long de la côte sud, Pêches et Océans Canada a annoncé de n'avoir trouvé aucune évidence de destruction ou de dérangement des habitats depuis juillet de cette année.

En notant que l'industrie aquacole s'occupe normalement des défis environnementaux, Cyr Couturier ajoute que «le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral ont mis de vraiment grosses normes de standards. Il faut adhérer à ces standards-là.»

«L'industrie aquacole nettoyait les plages et la côte pendant 15 ans», constate-t-il. «L'industrie aquacole prend des mesures maintenant. Elle nettoie ses dégâts.» Dans d'autres cas, le scientifique précise que d'autres compagnies interviennent. «[Il y a] une compagnie créée à Terre-



Cyr Couturier. Photo: Archives Le Gaboteur.

Neuve centrale, Eco Axis, et ils sont allés à la côte sud et ils prennent toutes les vieilles pipes et tous les vieux trucs et ils les recyclent», dit-il. Un tel dérangement peut affecter tant les poissons d'élevage que les poissons sauvages. Cet été, par exemple, Mowi Canada East a annoncé que plus de 400 000 de leurs propres saumons sont morts dans leurs sites marins à cause d'une inversion thermique. Les inversions thermiques ont lieu quand l'eau froide, qui est faible en oxygène, se trouve au-dessus de l'eau plus chaude, causant l'asphyxie des poissons.

«Les stocks [du poisson sauvage] déclinent aujourd'hui pour diverses raisons, [dont] la pollution et la destruction des habitats par la construction de barrages qui modifient l'écologie dans son ensemble», explique monsieur Couturier. La plupart des études menées ces 25 dernières années ne montrent pas d'effet néfaste du côté de l'élevage du saumon,

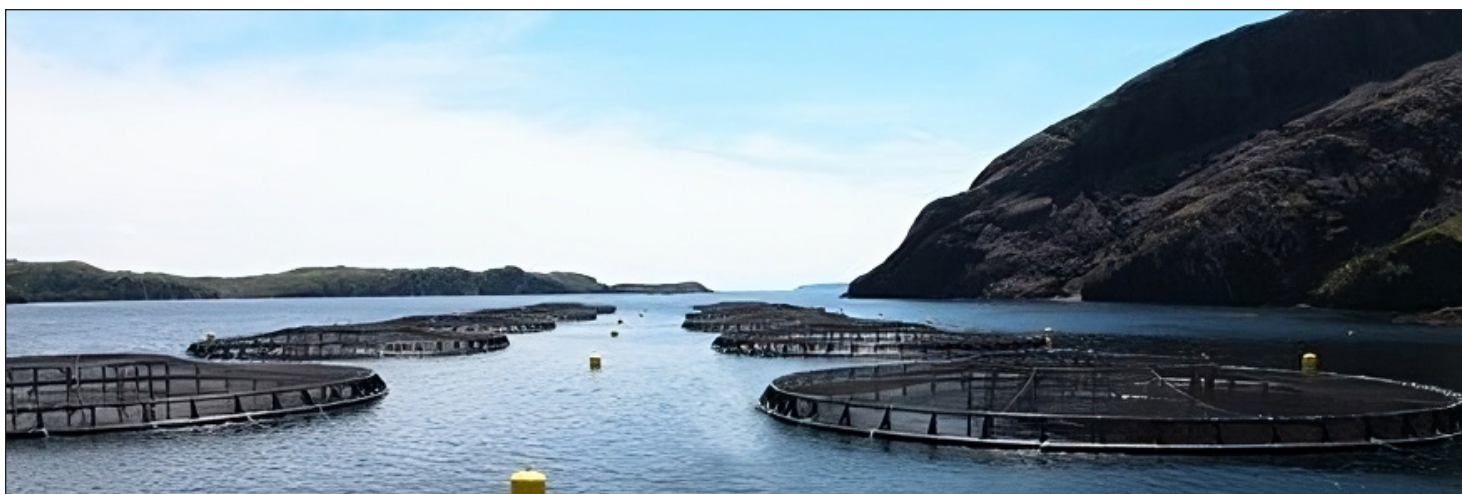
ajoute-t-il.

Si l'inversion thermique est une conséquence du changement climatique, monsieur Couturier suggère que «les agriculteurs devront impérativement trouver des solutions. Sinon, ils ne pourront plus exploiter ces zones pendant longtemps,» dit-il. «De véritables solutions existent, ils doivent donc se préparer à innover pour réduire ces impacts.

Enjeu économique

Rock | Plastic | Salmon traite également l'aire marine nationale de conservation proposée depuis 2003, qui interdirait l'expansion de l'aquaculture dans cette région. Selon Cyr Couturier, une telle aire de conservation sous la direction de Parcs Canada impliquerait la terre tout comme les eaux, ce qui empêcherait la chasse, la pêche et le développement d'autres industries dans la zone proposée, comme l'énergie éolienne et l'agriculture.

Le chercheur retraité suggère que l'industrie aquacole est importante pour éviter le dépeuplement des régions rurales à Terre-Neuve-et-Labrador. Beaucoup de la population dans ces régions vieillissent et déménagent, rappelle-t-il. Selon le dernier recensement de Statistique Canada, publié en 2021, la population de la côte sud de l'île, calculée dans la division 3 du recensement, a vu une chute de presque 2000 personnes depuis 2016, soit de 15 560 à 13 920 personnes.



Si le gouvernement fédéral espère protéger 30% des terres et océans dans le pays, 7% du territoire de Terre-Neuve-et-Labrador est actuellement conservé. Photo: Archives Le Gaboteur.

Pour la protection du saumon

De passage à Woody Point pour un stage d'évaluation professionnelle dans la région de Gros Morne, Patricia Lacasse de la Fédération québécoise du Saumon Atlantique est en accord avec le programme du gouvernement fédéral 30X30 visant à protéger 30% de ses terres, de ses eaux et de ses aires marines d'ici 2030, dont dans les eaux et environs de Burgeo.

RAYMOND CUSSON

Native de la charmante ville de Québec, Patricia poursuit un cheminement de carrière atypique, car elle a fait ses études en gestion d'hôtellerie avant de changer de cap et d'occuper le poste de responsable en marketing, événements et partenariats à la Fédération québécoise du Saumon Atlantique. Elle occupe ce poste depuis déjà six ans et travaille actuellement avec une équipe de 12 employés. En plus d'occuper un rôle dans les levées de fonds pour l'organisme, elle contribue par son expertise à la production de capsules vidéos et de balados ayant pour but de sensibiliser le public sur la pêche du saumon.

Le film *Rock | Plastic | Salmon*, réalisé par Josh et Emily Murphy et disponible sur YouTube, met en lumière les impacts environnementaux du plastique par l'industrie de l'aquaculture ou l'élevage du saumon en cage, près du village de Burgeo, sur la côte sud-ouest de Terre-Neuve. Le film et l'intérêt public pour établir une aire marine nationale de conservation à Burgeo ainsi qu'un parc national au parc de Sandbanks ont éveillé la curiosité de Patricia.

Dans cette province, selon une étude menée par CPAWS-NL en mars dernier, 59% de la population soutient la zone marine proposée. Le support s'approche à 72% parmi les résidents de la péninsule de Burin et jusqu'à 90% pour ceux de la côte sud de l'île.

Effets environnementaux

«C'est très intéressant de connaître les effets environnementaux de la culture du saumon en cage ici, car au Québec, cette industrie n'existe pas», souligne Patricia en précisant que «l'aquaculture peut avoir des conséquences sur les écosystèmes avoisinants par les installations, car c'est un élément qui peut avoir des conséquences à grande portée pour les espèces.»

Au printemps dernier, près de Gaultois-L'Anse à Flamme et The Locker, soit à proximité de neuf sites d'élevage de saumons loués à des filiales de Mowi Canada East et Cooke Aquaculture, la Fédération du saumon atlantique a trouvé et ramassé des cages marines, des filets et des sacs d'aliments jetés. En plus d'une augmentation de plastique dans l'eau, qui vient par exemple des cages brisées, les antibiotiques et les produits chimiques qu'on leur donne contaminent les autres saumons naturels lorsque le saumon en fuit. Ce fut le cas dans l'État de Washington en 2017, lorsque des milliers de saumons de l'Atlantique se sont échappés d'une ferme aquacole après que les filets aient été endommagés. Jeremy Dunn, porte-parole de l'Association des aquacoles du saumon de la Colombie-Britannique à l'époque, a pourtant déclaré à la CBC que ses membres avaient réduit leur utilisation d'antibiotiques et que l'association avait mis au point de nou-

veaux vaccins pour protéger contre les agents pathogènes endémiques de l'océan Pacifique.

«Lorsqu'on parle de changements climatiques et de biodiversité, les décisions que nous prenons au niveau de la communauté affectent tout le monde. Nous devons regarder 10, 20 et 30 ans devant nous», exige madame Lacasse.

Réflexions et discussions

«Le saumon atlantique est l'une des espèces les plus étudiées en raison de son impressionnant parcours migratoire», poursuit-elle. «Le saumon est un emblème important dans plusieurs communautés des Premières Nations, il passionne les pêcheurs, il est un facteur économique important dans l'industrie, il fascine les écologistes et biologistes. C'est une espèce qui peut apporter plusieurs controverses entre ces différentes parties.»

Son expérience, par exemple, lui démontre que le tourisme durable et les pêches peuvent devenir un partenariat intéressant, au lieu d'une opposition. Un environnement vert peut entraîner une plus grande industrie de tourisme, comme c'est le cas dans les parcs nationaux du pays, mais, dans l'absence d'une aire protégée officielle, il reste encore des options pour une industrie aquacole plus verte. Bren Smith, l'auteur de *Eat Like a Fish*, propose par exemple



Patricia Lacasse est responsable en marketing, événements et partenariats à la Fédération québécoise du Saumon Atlantique. Photo: Courtoisie

l'option d'avoir une ferme aquatique verticale, qui peut livrer l'élevage de plusieurs espèces dans une zone donnée.

«Des réflexions et discussions sérieuses devront être menées sur le saumon atlantique en élevage pour préserver le saumon atlantique sauvage», résume Patricia Lacasse.



Le Saumon Atlantique. Photo: Oleksii Pivtorak (Archives Le Gaboteur)

UN GÉOPARC REDEVENU BIJOU DE UNESCO

Lors d'une réunion de l'UNESCO au Chili en septembre dernier, le Géoparc Discovery regagne son statut de Géoparc mondial.

Ce bijou du paysage terre-neuvien qui s'étale sur plusieurs sites sur la péninsule de Bonavista a reçu cette désignation en 2020 par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, pour ses rares formations rocheuses et ses fossiles de l'Édiacarien. Ces fossiles, dont l'âge est estimé à 560 millions d'années, comptent parmi les premiers organismes multicellulaires de la planète.

Mais, en juin l'organisme a cautionné que le parc risque de perdre son statut si on ne suit pas plusieurs critères. Il fallait soit adhérer aux exigences, comme l'acquisition du financement stable, l'amélioration de l'infrastructure pour l'expérience et la sécurité des visiteurs et le déploiement d'un personnel à temps plein.

En tant que Géoparc mondial désigné, l'UNESCO reconnaît le Géoparc Discovery comme espace qui utilise ses patrimoines géographiques et culturels pour sensibiliser le public aux plus grandes questions sociétales de nos jours. Avec Stonehammer, au Nouveau-Brunswick, Tumbler Ridge, en Colombie-Britannique, Percé, au Québec, et le parc Cliffs of Fundy, en Nouvelle-Écosse, le géoparc Discovery compte parmi les cinq au Canada mondialement reconnus par l'UNESCO. (JB)

Pour découvrir quelques-uns des fossiles de l'Édiacarien du Géoparc Discovery, rendez-vous sur la promenade de Port Union. Pour d'autres sites et informations, rendez-vous par là: www.discoverygeopark.com.

Photo: Cody Broderick (Archives Le Gaboteur)



CULTURE

CODY BRODERICK

Dans l'air et dans le LSPU Hall avec la Compagnie Zalataï

Que se passe-t-il lorsque vous croisez un jongleur détenteur d'un record mondial Guinness et une artiste d'aérobic pionnière de la technique multicorde? Réponse: la Compagnie Zalataï, qui a émerveillé et ému les spectateurs au Festival du cirque international Circusfest de St. John's.

Basée à Angers, dans l'ouest de la France, la Compagnie Zalataï réunit par l'art de cirque le couple Charlotte de la Bretèque et Alexander Koblikov.

Habitué de St. John's, où il avait déjà participé à une ancienne édition du festival avec l'Orchestre symphonique de Terre-Neuve, Alexander retrouve cette fois sur le vieux Rocher aux côtés de sa conjointe. Pour Charlotte, il s'agit toutefois d'une première expérience de scène au Canada.

«C'est quand même un grand jour», nous confie-t-elle. «C'est vrai que quand on regarde ce petit bout de terre, nous de France, on se dit, mais qu'est-ce que c'est cet endroit? Puis je me suis un peu renseignée, et voilà, moi, ça m'intrigue, j'ai envie de voir.»

Si Alexander et d'autres anciens artistes qui ont déjà participé au festival lui ont raconté à quel point le paysage de l'île est «magique», les festivaliers découvriront au cours des prochains jours la magie propre de leur chimie artistique.

Deux disciplines, un seul spectacle

Lors de la soirée d'ouverture, le 18 septembre, de concert avec un spectacle commémoratif du 30^e anniversaire de l'École de cirque du Québec, le duo a transformé le LSPU en chapiteau.

Présentant leur spectacle *Bal(les)*, les deux artistes, chacun mondialement reconnu dans sa discipline, communiquent entre eux à travers des mouvements poétiques. L'un, par le jonglage, l'autre, par les cordes.

D'où vient cette idée et comment est-ce qu'on crée du lien entre ces deux arts? «C'est vrai que c'était un peu la première question qu'on s'est posée aussi nous», dit Charlotte. «Parce qu'en fait, moi, je suis dans les airs et lui, il est au sol. Pas du tout les mêmes techniques, ça ne demande pas du tout la même chose. C'est-à-dire qu'Alexander, quand il jongle, en général, il ne peut pas vraiment me regarder. Par contre, moi, en faisant ce que je fais, je peux le regarder ou regarder ailleurs. Ce ne sont pas les mêmes contraintes. En fait, je pense qu'on a créé un duo où, moi, je fais des équilibres sur les mains et lui, il jongle en quelque sorte avec des balles sur moi qui sont en équilibre. Et ça, ça a été le point de départ de tout ce qui s'est passé après.»

Aucun mot n'est prononcé, mais le public comprend les messages qui sont communiqués à travers le flux, le toucher, le poids et l'espace. «L'énergie qu'on a chacun dans nos disciplines et la façon de bouger nous lit», explique-t-elle. «Alexander a un côté dansé dans son jonglage, c'est très doux et ça ressemble un peu à l'énergie dans les cordes, donc ça fonctionne, ça fait du lien sans qu'on l'ait conscientisé. C'est des qualités



La Compagnie Zalataï réunit par l'art de cirque le couple Charlotte de la Bretèque et Alexander Koblikov. Photo: Thierry Caignic (Courtoisie)

de mouvements qui nous rassemblent finalement.»

«C'est marrant parce que c'est quand même toujours un peu pareil, les gens sont souvent très touchés en fait, ça les émeut», ajoute-t-elle. «En fait, les enfants voient plutôt le côté wow du spectacle, ça les impressionne et ils disent "vous êtes trop forts" et les adultes, je crois qu'ils voient le côté amour et ça les touche.»

Le spectacle leur a mérité en août dernier le Coup de cœur du public dans le festival Fest'arts à Libourne, près de Bordeaux. «On est trop heureux parce que c'est la meilleure récompense qu'on peut avoir», dit Charlotte. «C'est pour eux qu'on fait ça [car] c'est vraiment n'importe qui qui a vu le spectacle, qui a pu donner son avis, et je trouve ça super qu'on ait obtenu ce prix-là.»

En plus de son spectacle le jeudi soir, la Compagnie Zalataï s'est produite le 21 septembre dans le cadre du cabaret multidisciplinaire *Edge of the World*, qui a également eu lieu au LSPU Hall.

Mondialement reconnus

Ils ont tous les deux fait des tournées à travers l'Europe, en tant que duo et en tant que membre d'autres compagnies, cabarets et cirques.

En 2009, Alexander a reçu la médaille d'or du Festival Mondial du Cirque de Demain à Paris. Quatre ans plus tard, il remporte le Clown d'argent au Festival international du cirque de Monte-Carlo, au cours duquel il fait son entrée dans le *Livre Guinness des records* en jonglant avec 14 balles.

«J'étais jeune et dynamique. Maintenant on est vieux et mou», raconte l'artiste en riant.

«Tu n'avais même pas demandé en fait, c'est eux qui regardaient», précise sa conjointe en soulignant la rareté de l'exploit: «Je ne pense pas qu'il y ait d'autres personnes qui jouent aux

14 balles, c'est quand même un problème!»

Charlotte, quant à elle, est reconnue pour avoir créé la discipline multicorde. En utilisant un rideau de fines cordelettes, le technique mélange de sangles aériennes, mât chinois, équilibres sur les mains et acrobaties.

L'artiste explique que ses expériences ont débuté «sur le tissu» il y a presque 20 ans à l'École Supérieure des Arts du Cirque de Bruxelles, mais son idée a germé: «Si j'avais plein de cordes, ça multiplierait les appuis», raconte-t-elle.

L'inspiration est venue d'un souvenir d'enfance. «Chez ma grand-mère, dans le sud de la France, il y avait ces rideaux contre les mouches... Je me suis dit que c'est hyper beau et pourquoi pas avoir un rideau, pas en un point, mais plein de cordes étalées.» De là est né son premier agrès: une barre surmontée de cordes multiples, rappelant un rideau en mouvement.

Elle souligne que «c'est toujours délicat de dire que oui [j'ai créé la discipline.] parce qu'on ne sait jamais vraiment qui a pu le faire avant.»

Pour *Bal(les)*, les spectacles de rue et les festivals, elle a aussi adapté la mise en scène: «On voulait que ça soit moins frontal... L'agrès droit marche très bien de face, mais pas de profil. Avec la forme circulaire, on peut jouer presque en 360.»

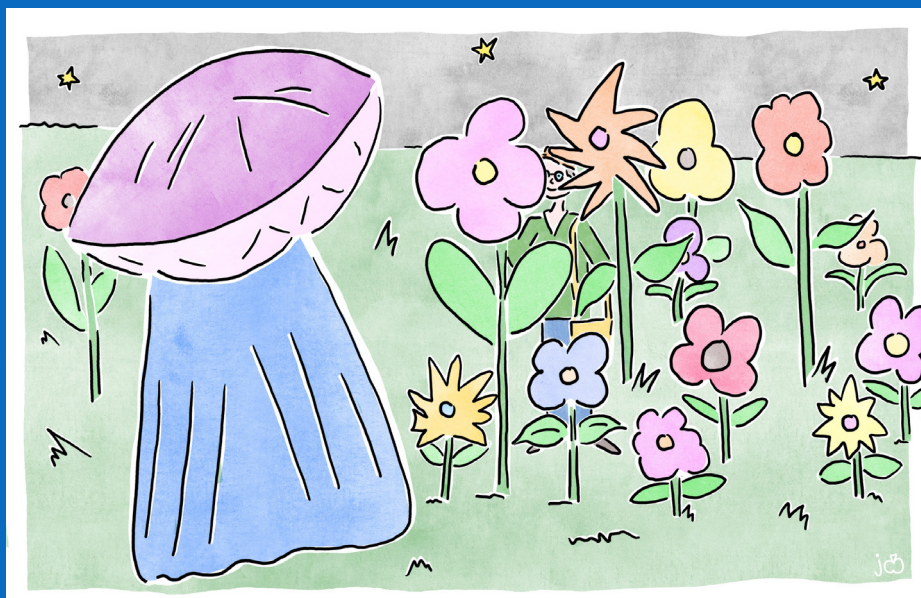
En 2021, le couple a fondé la Compagnie Zalataï. D'où vient son nom?

Russophone de nationalité ukrainienne, Alexander explique que le nom de la compagnie vient de sa langue maternelle. En russe, *zalatoï*, veut dire «doré» et «rapiécé».

«On aimait bien le contraste entre quelque chose de vraiment luxueux, joli, et puis en fait un autre truc où tu caches la misère», ajoute Charlotte.

ACTU EN DESSIN

JEREMY POMMIER



Le français qui illumine CB Nuit

Nous avons entendu dire que vous aimiez l'art des francophones, alors nous avons intégré le *Jardin communautaire*, réalisé par Kim Grady et Caitlin Dicks lors du festival artistique nocturne de Corner Brook, CB Nuit, dans la caricature de cet artiste de St. John's, Jeremy Pommier. Ce dernier a également présenté son *Carnet Visuel* dans le cadre du festival, où il a même réalisé de l'art en direct. Pouvez-vous trouver où se cache le gaboteur dans cette caricature? (CB)

QUI? QUAND? QUOI?

Depuis 1984, *Le Gaboteur* a accumulé des milliers de photos, mais les personnes croquées dans celles parues dans ses pages n'étaient pas toujours identifiées. De plus, beaucoup des clichés n'ont jamais été publiés, et l'équipe ignore beaucoup de leurs détails contextuels. Le but de «*Qui? Quand? Quoi?*», lancé en 2018, est donc d'alimenter les vastes archives photos du journal avec d'informations qui permettent de les ancrer dans l'histoire de la francophonie de notre province.

JESSICA TUCKER

À l'occasion des 30 ans de l'Association régionale de la côte ouest (ARCO), nous vous présentons une série de photos prises sur la Péninsule de Port-au-Port. Découvrez les festivals et d'autres activités communautaires!

Établie en 1995, l'ARCO chapeaute les trois associations francophones de la région. Le but de son travail est de promouvoir et sauvegarder la culture et la langue française qui se trouvent sur la Péninsule, tout en contribuant à un développement communautaire continu.



Des femmes préparent de la nourriture traditionnelle lors du festival *Une Longue Veillée* à Cap-Saint-Georges. Qui sont-elles? La photo date de quelle année? Photo: Archives *Le Gaboteur*



Deux hommes dansent lors du festival *Un Plaisir du vieux temps*, à L'Anse-aux-Canards en août 1997. Qui sont-ils? Quel type de danse font-ils? Photo: Archives *Le Gaboteur*

«*Qui? Quand? Quoi?*» en bref

Objectif: Identifier les gens, les événements et les lieux qui apparaissent sur des photos d'archives du Gaboteur.

Comment? Rendez-vous sur le site Web du Gaboteur, www.gaboteur.ca soit en ligne soit en balayant le code QR ci-coté. Remplissez le formulaire avec toutes et n'importe quelles informations que vous possédez.

De nouvelles photos seront ajoutées régulièrement sur notre site Web. Restez aux aguets, participez et partagez!



Des danseurs lors du festival *Une Journée dans l'passée*. Quand ce festival a-t-il eu lieu? Qui sont les danseurs pris en photo? Photo: Archives *Le Gaboteur*



Ici, la ligue de fléchettes de L'Anse-aux-Canards en septembre 1995. Vous reconnaissez les membres de la ligue? Qui a gagné? Où se réunissaient-ils pour jouer aux fléchettes? Photo: Archives *Le Gaboteur*



Dans cette photo, deux musiciens donnent un spectacle lors du festival *Une Journée dans l'passée*, en août 1997 à La Grand'Terre. Qui sont les personnes prises en photo? Pendant combien d'années le festival a-t-il eu lieu? Photo: Archives *Le Gaboteur*

COMMUNAUTAIRE

ÉRIC CYR - LE TRAIT D'UNION DU NORD

Une reconnaissance amplement méritée

L'Association francophone du Labrador (AFL) a rendu un vibrant hommage à une pionnière de la francophonie de l'Ouest du Labrador, Lise Boucher, en marge de son assemblée générale annuelle (AGA) au Centre des arts et de la culture de Labrador City, le 13 septembre 2025.

La grande dame, une ardente défenderesse du français et une bénévole active au sein de plusieurs associations de la collectivité, dont l'AFL, depuis plus d'un demi-siècle, faisait partie des fondateurs de l'organisme voué à la défense et à la promotion du fait français, qui a vu le jour en 1973. Originnaire de Laval, madame Boucher est arrivée à l'âge de 27 ans à Labrador City, où elle s'est établie il y a près de six décennies en 1967 juste après avoir visité l'Expo 67. Après avoir mûrement réfléchi, l'octogénaire, qui joue encore au golf, a dû se résigner à vendre sa maison et partir habiter temporairement avec sa fille à Longueuil dans la métropole québécoise le temps de trouver une place dans une résidence privée pour aînés (RPA) compte tenu de son âge avancé et de l'absence de ressources d'hébergement pour les aînés dans la région.

L'AFL a tenu à souligner l'engagement exceptionnel et la grande contribution de madame Boucher, qui s'est investie avec passion dans plusieurs sphères de l'activité communautaire, culturelle et sociale de l'endroit. Celle qui a reçu, en 1992, la médaille du 125^e anniversaire de la Confédération du Canada décernée à des personnes ayant rendu

d'importants services à leurs concitoyens, à leur collectivité ou au Canada, et en 1995, le prix Roger Champagne remis à la personnalité bénévole s'étant illustrée par son dévouement dans le développement du fait français à Terre-Neuve-et-Labrador, était reconnue de ses pairs comme une personne dévouée, dynamique et toujours prête à rendre service.

Très énergique, Lise Boucher a influencé de nombreux aspects de la vie de la région. Mère de deux enfants, elle s'est engagée à plusieurs niveaux afin de faire évoluer de nombreux dossiers. Aujourd'hui veuve, elle a hébergé des étudiants, des femmes, des immigrants et des travailleurs fraîchement débarqués au Labrador et ayant de la difficulté à se trouver un logement convenable tout en les aidant à découvrir toutes les facettes de la vie nordique. Elle a touché la vie d'une foule de gens dans le cadre de son travail d'interprète qu'elle a su exécuter avec professionnalisme et grande discrétion à la Cour provinciale de Wabush, à l'hôpital de Labrador City, chez le chiropraticien et le vétérinaire pour ne nommer que quelques fonctions qu'elle a occupées au fil du temps. Son bénévolat comprend notamment l'avancement de la cause féministe, le chant au sein de chorales

liturgiques à la basilique de Labrador City et à l'Église catholique de Fermont, la rédaction et la révision de textes pour la petite publication offerte aux membres de l'AFL, le *Franc Copain*, ainsi que pour des documents événementiels et touristiques.

La directrice générale de l'AFL, Julie Cayouette, confie: «Je souhaite au nom de l'AFL et des citoyens de la région, tant francophones qu'anglophones, remercier Lise Boucher pour son apport indéfectible remarquable aux multiples causes qu'elle a servies avec vivacité. Je peux affirmer que son départ va laisser un grand vide au sein du milieu où elle a habité durant 58 ans. Merci infiniment, Lise, pour tout ce que tu as accompli!»



Lise Boucher, qui faisait partie de l'ancien CA de l'AFL, quitte la région après 58 ans. L'AFL lui a rendu un émouvant hommage lors de son AGA pour son apport inestimable à la vie francophone de l'endroit. Photo: Éric Cyr (TDN)



Les administrateurs du nouveau CA de l'AFL avec au centre gauche la directrice générale, Julie Cayouette, et à sa droite une bénévole de longue date, Lise Boucher. Le CA 2025-2026 se compose d'Alexandre Berman (en avant à gauche) et en arrière-plan: Sébastien Kingsbury, Hélène Geoffroy, Nadia Lelièvre sous la présidence de Julie Blanchette (en avant à droite). Photo: Éric Cyr (TDN)

L'AGA de l'AFL bien remplie

L'Association francophone du Labrador a tenu son assemblée générale annuelle (AGA) à ses bureaux du 308, rue Hudson à Labrador City, le 13 septembre dernier, dans le cadre de laquelle l'organisme sans but lucratif a adopté et présenté ses états financiers en date du 31 mars. Près d'une trentaine de personnes y a assisté.

Des modifications et une mise à jour des statuts et règlements généraux, révisés pour la dernière fois en 2013, ont également été à l'ordre du jour et les changements proposés en septembre ont été adoptés après avoir été discutés par les membres sur place. Après la dissolution du conseil d'administration, un vote a eu lieu avant une mise en candidature et une élection pour chaque poste à pourvoir. (EC, TDN)

Suite de la page 4

Vivre, habiter

Habiter un lieu implique une forme de sécurité; la demeure protège, abrite et «maintient l'homme à travers les orages du ciel et les orages de la vie»¹³. Or, la maison n'est pas qu'un abri qui assure notre sécurité physique ou psychologique; elle n'est pas non plus qu'un lieu de repos afin de retrouver les forces nécessaires afin d'aller travailler le lendemain. La maison est aussi et surtout l'espace du recueillement où quiconque peut

se ressaisir, interroger son monde, rêver, imaginer l'avenir et partager ces interrogations, ces rêves et ces images avec ses proches et réfléchir aux actions et gestes - individuels ou collectifs - qui alors s'imposent. La maison est l'espace où se construit et où se nourrit le sentiment d'une vie singulière, réellement sienne - où chacun peut déposer et cultiver les germes de ce qu'il désire être et faire advenir.

C'est cette capacité humaine de construire et nourrir une vie singulière

qui est mise à mal par la crise du logement. C'est cette capacité de rêver et d'imaginer l'avenir qui est fragilisée par la crainte de l'éviction. C'est cette capacité d'interroger et éventuellement de refuser un ordre indésirable du monde qui est diminuée et muselée par les inquiétudes liées à son loyer. C'est finalement cette capacité de mettre en partage avec autrui interrogations, rêves, refus et désirs qui est mutilée par le sentiment d'insécurité rattachée au fait de ne pas savoir si on peut réellement appeler «maison» son lieu de résidence

- si on peut y «demeurer», c'est-à-dire y inscrire sa vie dans la durée.

La crise du logement cache ainsi une *crise de l'habiter humain* dans la mesure où nous semblons avoir perdu même les mots pour décrire ce qu'un logement est et ce qu'il rend possible pour un être humain. Prendre en charge sérieusement cette crise suppose minimalement de nommer le droit au logement ou le droit d'habiter qui participe de la dignité d'une vie quelconque.

¹ Cf. CBC News, «Carney and Poilievre spar in House of Commons for first time». Échange disponible en ligne sur *Youtube*.

² Le mot «acharné», dérivé de *charn* («chair» en ancien français) veut littéralement dire «Donner le goût de la viande à un chien de chasse». Le travail acharné est un travail qui affame le travailleur, qui lui donne le goût de la viande, peut-être du sang; un travail qui donne faim et qui peut rendre «furieux».

³ Cf. Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Section II, Chapitre 6 : «Achat et vente de la force de travail».

⁴ 2 Thessaloniens 3,10.

⁵ Statistiques disponibles sur le site Internet de Banques alimentaires Canada.

⁶ Simone Weil, « Les besoins de l'âme » dans *L'enracinement*. Texte disponible en ligne.

⁷ Astra Taylor, *The Age of Insecurity. Coming Together as Things Fall Apart*, Anansi Press, 2023, pp.1-6.

⁸ «Article premier» de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme* de 1948.

⁹ *ibid.*, Articles 3 et 22, respectivement.

¹⁰ *ibid.*, Article 22. Voir aussi les articles 23 et 25

¹¹ Expression consacrée dans le droit canadien. Cf. *Loi sur la stratégie nationale sur le logement*, L.C. 2019, ch. 29, art. 313. Texte de loi disponible en ligne.

¹² Astra Taylor, *op. cit.*, p. 8. L'autrice insiste notamment sur la fonction de cette insécurité dans l'ordre capitaliste libéral contemporain.

¹³ Gaston Bachelard, *La poétique de l'espace*, PUF, 1961, p. 26.

LITTÉRATURE

ROLAND TIMOTHÉE MVONDO

Mon Indien: en discussion sur la traduction

La maison d'édition Breakwater Books et les éditions Bouton d'or Acadie collaborent pour amplifier les voix de Mi'sel Joe et Sheila O'Neill dans la langue de Molière.

Quatre ans après la sortie de *My Indian*, par Breakwater Books, la maison d'édition Bouton d'or Acadie propose, en français, depuis le 2 septembre dernier, sa traduction intitulée *Mon Indien*.

Cette fiction historique revisite le passé colonial terre-neuvien trop souvent raconté à sens unique. En s'appuyant sur le journal de l'explorateur écossais William Cormack, rédigé en 1822, dans lequel il désigne son guide autochtone comme «mon Indien», Mi'sel Joe et Sheila O'Neill offrent au lectorat un point de vue différent par le biais de la voix du personnage Sylvester Joe.

À cet effet, une rencontre publique a eu lieu de 16h à 18h le 22 septembre entre les auteurs et le traducteur Jean-François Cyr dans les murs de Breakwater Books où le roman est désormais disponible.

Collaboration littéraire

«Le roman *My Indian* s'inscrit dans la continuité de plusieurs projets de traduction menés en partenariat avec nos collègues de Breakwater Books, avec qui nous entretenons une collaboration privilégiée», explique Marie Cadieux, directrice littéraire et générale de la maison d'édition Bouton d'or Acadie.

«Ce projet nous semblait pertinent à cause de son intérêt narratif plus qu'évident, mais aussi parce que le roman est en lui-même un véritable recueil d'informations historiques. D'une part sur la province de Terre-Neuve-et-Labrador et sa géographie, les modes de vie des populations et l'économie de cette époque. D'autre part, la voix

des auteurs mi'kmaq permet au lecteur d'avoir la perception et le point de vue des Premières Nations sur les événements décrits dans le journal de l'explorateur William Cormack, ce qui est très intéressant et très important pour les jeunes lecteurs.»

Traduction d'un esprit

«La traduction de ce roman m'a pris environ trois mois», explique Jean-François Cyr, qui a déjà traduit en 2020 *Ce n'était pas nous les sauvages* de l'auteur mi'kmaq Daniel. N. Paul.

«C'était un travail de recherche ardu parce que la difficulté n'est pas toujours technique, mais culturelle. Ce que j'ai cherché à montrer c'est la pensée que veut transmettre de ces auteurs mi'kmaq, leur façon de voir et de comprendre le monde. Il ne s'agit pas seulement de traduire les mots, mais de traduire l'esprit surtout.»

«J'aime mener des projets de cette nature», ajoute-t-il. «Ils témoignent de mon engagement à rendre plus visibles les Premières Nations auprès d'un public qui, trop souvent, les connaît mal ou les ignore complètement. Il est important que nous apprenions à nous connaître d'abord pour espérer réellement nous aimer.»

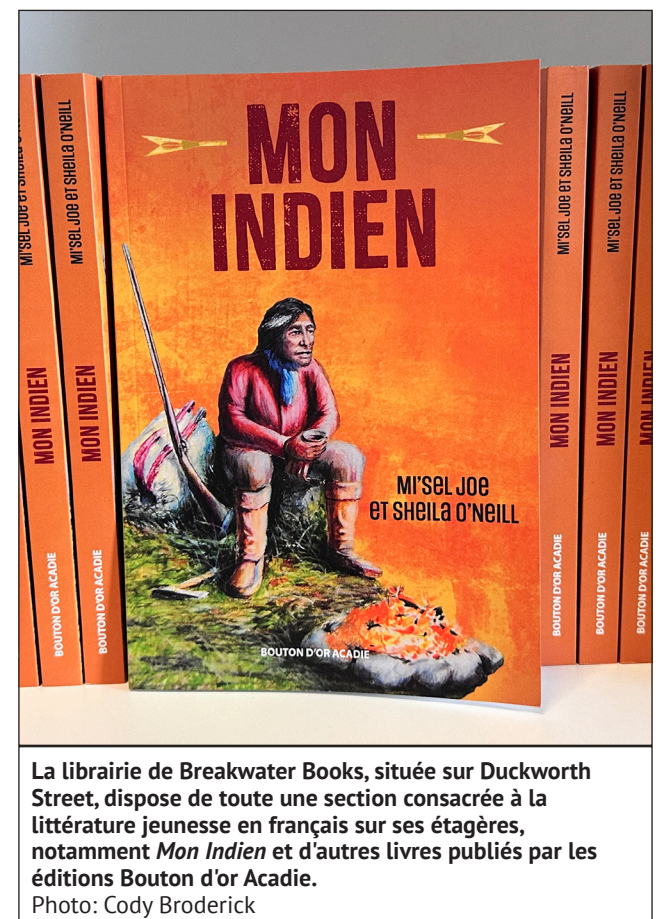
«Apprenons à nous connaître», nous exhorte-t-il.

«Une œuvre que tout le monde devrait lire»

Présenté comme un ouvrage jeunesse, *Mon Indien* dépasse largement les frontières de son genre. À la fois palpitant et instructif, il séduira autant les

jeunes lecteurs que les adultes avides d'aventure et de découvertes culturelles. C'est avec beaucoup d'humour que Marie Cadieux dit «c'est un roman pour des personnes ayant entre 12 et 101 ans.»

L'ouvrage sera distribué dans les écoles d'immersion française de la province et mis en vente dans les librairies, en particulier chez Breakwater Books, au 263, Duckworth Street, où s'est tenu le 22 septembre dernier l'événement de lancement.



Suite de la page 5

Quand les premiers arrivants débarqueront-ils?

À la question du calendrier d'installation des premiers recrutés, le coordonnateur se montre à la fois prudent et optimiste si les Tunisiens passent principalement par certains programmes fédéraux, compte tenu que «les programmes provinciaux de la province sont déjà quasi pleins.»

L'un des leviers clés est le programme fédéral *Mobilité francophone*, utilisé notamment par les écoles et garderies. «Ça peut se faire rapidement», selon lui. Il prend pour exemple la vingtaine de nouveaux enseignants dans les

écoles francophones de Terre-Neuve-et-Labrador provenant de pays africains comme le Ghana, le Cameroun ou le Maroc. D'après monsieur Lapierre, les résultats concrets de la mission tunisienne s'échelonneront dans le temps, mais les effets devraient se faire sentir dès les prochaines années.

En attendant que les premiers candidats s'installent, la FFTNL et ses partenaires privés ou publics continuent de bâtir des ponts entre les institutions tunisiennes et terre-neuviennes et labradoriennes. Un travail de longue haleine, mais porteur d'avenir pour la communauté francophone de la province. On parle même d'une troisième mission dans quelques mois.

DE LA PÂTURE VERS L'AVENTURE!

Louison, un mouton terre-neuvien qui aime manger ses trèfles salés au bord de la mer, doit faire face à une nouvelle aventure: passer l'été sur l'île en face de sa pâture. De nouveaux amis l'aideront à trouver sa voie et son courage.



À commander sur
gaboteur.ca



CINÉMA

JESSICA TUCKER

Résilience collective sur la marquise

Hervé Magnin raconte dans ses films documentaires des histoires de résilience et d'aventure. Le psychothérapeute devenu cinéaste français, qui projette trois de ses films lors d'un séjour à St. John's, souhaite que ses audiences prennent du temps après avoir vu un film pour s'informer davantage sur son sujet.

«Je suis un artiste assez éparpillé», a dit monsieur Magnin en se présentant lors de son entrevue. En plus d'être cinéaste, il porte également les chapeaux de romancier, de dramaturge et de musicien, entre autres. Aventurier, il s'est lancé dans le cinéma en 2013 lors d'un voyage en Bulgarie.

«J'avais amené un caméscope», décrit-il. «Dans des sites écologiques en Bulgarie, j'ai commencé à tourner.» Il enchaîne un deuxième long métrage, tourné cette fois-ci en Arménie, quelques semaines plus tard.

Le long des douze ans suivants, sept autres films ont vu le jour, la moitié d'entre eux portant sur ce que Magnin décrit comme «la résilience collective». Si sa longue carrière en psychothérapie lui a permis d'interroger la résilience individuelle, son désir inconscient d'élargir son focus, ainsi que ses expériences en Arménie, lui ont fourni comme fil conducteur la résilience des peuples qui ont beaucoup souffert.

«L'audiovisuel devient quasiment indispensable», estime le cinéaste. Selon lui, si on veut toucher beaucoup de gens, on doit se tourner vers cela.

La réalisation de ses films est pourtant atypique, influencée par son esprit artistique et son mode de vie. Écologiste, il se déplace vers de nouvelles régions en vélo ou bien en trottinette. Il précise aussi qu'il ne prémédite pas beaucoup de ses projets, préférant se lancer dans un projet sans attendre. Comme résultat, Monsieur Magnin n'est pas capable d'exploiter les voies traditionnelles de financement pour ses projets ni d'engager d'équipiers.

Le cinéaste précise cependant qu'il n'est pas seul en réalisant un long métrage. Ses films documentaires

regorgent de témoins, qui deviennent sa compagnie le long du tournage. L'un des trois films projetés à St. John's, *Un mur dans ma tête*, compte par exemple une vingtaine de personnes remerciées dans son générique de fin.

Contre la propagande avec le cinéma

Si Hervé Magnin est de passage à Terre-Neuve-et-Labrador, c'est à cause de son amitié de longue durée avec Helen Forsey et Barry Darby. Les deux militants locaux se sont récemment rendus en France et ont proposé qu'il vienne en tournée sur le vieux Rocher.

La première projection s'est déroulée au Lantern, dans le quartier de Georgestown à St. John's. Monsieur Magnin explique que le choix du film est souvent laissé aux spectateurs. Les patrons du Lantern ont voulu visionner *Un mur dans ma tête*, un film qui discute du conflit israélo-palestinien. Il a tourné le film en 2018, à l'occasion du 70^e anniversaire de la fin du mandat pour l'administration britannique de la Palestine. D'un côté du mur, des Israéliens célèbrent leur journée nationale de l'indépendance. De l'autre côté, des Palestiniens en deuil se souviennent du Nakba.

Pour Magnin, le désir d'aborder ce sujet remonte à ses découvertes sur la résilience des peuples en Arménie. Il se rappelle une conversation avec son guide kurde, lors de laquelle il s'est rendu compte qu'il pouvait facilement tourner un documentaire qui portait sur la lutte kurde, ou bien sur d'autres peuples opprimés. Le cinéaste décrit savoir «un peu dès le départ» que le conflit israélo-palestinien figurerait un jour dans un film.

Avant tout, Monsieur Magnin veut contre la propagande bien répan-

due des deux côtés du conflit. Il s'est donc rendu sur place dans le but de présenter la réalité.

Parmi les personnes interviewées est Nurit Peled-Elhanan, qui étudie des manuels scolaires israéliens. Elle témoigne de la présence de la propagande dans des livres destinés aux enfants dans la maternelle, à qui l'on enseigne que «l'Arabe n'existe pas... l'Arabe est un problème à résoudre.»

Le contexte d'aujourd'hui

Bien qu'il s'est bien informé avant son départ, Hervé Magnin avoue avoir ses propres biais propalestiniens en arrivant en région. À son arrivée, il se rend compte que les deux peuples souffrent, ce qui lui a poussé à donner la parole aux deux côtés. C'est compliqué pour les deux côtés. Le cinéaste explique que le film représente souvent un moment de découverte pour des spectateurs, avançant un nouveau point de vue sur les Israéliens.

«Les personnes que j'ai interviewées sont incroyables», soutient-il. «D'un courage et humilité et capacité de résilience extraordinaire. [Ils sont] dévoués à la paix. Pour ceux qui voient le conflit, surtout à travers un prisme propalestinien, cela demande de comprendre la souffrance des Israéliens aussi, ce qui est souvent sous-estimée.»

Cette réflexion est d'une haute pertinence en s'approchant au deuxième anniversaire de l'éclat de la Guerre de Gaza, le 7 octobre 2023. Si une vague de pays occidentaux, y compris la France et le Canada, a enfin reconnu l'État palestinien lors de la 80^e Assemblée générale des Nations Unies le 22 septembre dernier, Hervé Magnin voit l'annonce comme un geste «essentiellement symbolique.»



L'affiche publicitaire du film *Un Mur dans ma tête*, sur laquelle figure une portion du mur de séparation de Cisjordanie. Photo: Courtoisie

Le cinéaste qualifie cette reconnaissance de première étape, comme l'avait fait le président français Emmanuel Macron, mais il déplore le manque d'actions. Il croit que l'Occident est très «ambiguë et assujéti» en ce qui concerne la résolution de ce conflit.

«C'est extrêmement difficile d'être optimiste dans cette situation», dit-il. Il espère néanmoins qu'un jour une paix arrivera dans cette région.

La projection de deux autres films réalisés par Hervé Magnin est prévue la première semaine d'octobre. En partenariat avec l'Association communautaire francophone de Saint-Jean, il propose une projection de son film *Être ou ne pas être saami* le samedi 4 octobre, à 18h au Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents. Rendez-vous également le dimanche 5 octobre à 19h au Chalet du Complexe récréatif Stiles Cove pour la projection de la version anglaise de son film *Ça en fait une trott', What a Way to Go*.

PROGRAMME CINÉ

Une rafale de films en français

Sur les quelque 40 projections qui auront lieu du 21 au 25 octobre prochains, le festival international de films féminins de St. John's présente cette année au théâtre Majestic un long métrage et cinq courts métrages en français, soit qui présentent des histoires dans la francophonie. Voici un aperçu de ce que vous pouvez découvrir.

Mercredi 22 octobre - À partir de 21h30
Fantas

Court métrage présenté dans le cadre de la série *Main Character Energy* («Énergie du personnage principal») du festival, *Fantas* a été réalisé en 2024 par Halima Elkhatabi. Dans ce film, Tania, une adolescente, déclenche l'inattendu lorsqu'elle réunit ses deux mondes en présentant son cheval, *Fantas*, à ses amis du quartier.

Vendredi 24 octobre - À partir de 21h30
Mile End Kicks

Long métrage principalement en anglais qui rappelle *Almost Famous*, Grace, une jeune journaliste musicale de Toronto qui écrit un livre sur l'album *Jagged Little Pill* d'Alanis Morissette, déménage à Montréal. Tout en apprenant le français et en naviguant dans un triangle amoureux avec les membres du groupe dont elle finit par assurer la promotion, dans ce film de Chandler Levack, Grace vit surtout une histoire de découverte de soi.

Samedi 25 octobre - À partir de 12h
Lana

Court métrage de Laetitia Angba, Julie Redon Lissouba, *Lana* se projette dans le cadre de la série *Acts of Service* («Actes de service»). Dans ce film, l'adolescente Lana doit se confronter à son père, qui doit quitter de façon permanente le Canada.

Mercredi 22 octobre - À partir de 21h30
Sirène

Dans ce court métrage réalisé par Marilou Caracchia-Pelletier, Mathilde, nageuse de compétition, doit choisir entre la réussite pour les autres ou l'épanouissement personnel. Ce nouveau film réalisé cette année fait également partie de la série *Main Character Energy*.

Mercredi 22 octobre - À partir de 21h30
Résilience

Troisième court métrage de langue française de la série *Main Character Energy*, *Résilience* est le fruit de travail de Marie Rock-Hervieux. Née à Pessamit, au Québec, et membre de la nation Innu, la réalisatrice dédie ce film à ceux qui vivent des traumatismes intergénérationnels et qui désirent en briser le cycle.

Samedi 25 octobre - À partir de 14h
Beau Temps, Mauvais Temps

Florence Lafond raconte l'histoire de Renée, et de sa petite-fille, Florence. Si cette dernière devient de plus en plus proche avec sa grand-mère en prenant soin d'elle, dans ce film qui fait partie de la série *Golden Girlies* («Dames dorées»), son déclin devient de plus en plus réel.

CODY BRODERICK